

**DÉCISION DE NON OPPOSITION À UNE
DÉCLARATION PRÉALABLE MODIFICATIVE**

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté n°A20260720_387

DOSSIER N° DP 062 724 24 00074M01

déposé le 10/02/2026

complété le 18/05/2026

de S.I.A. HABITAT
Représentée par Monsieur Philippe
CASTELAIN

demeurant 67 avenue des Potiers
59500 DOUAI

pour Modifications d'aspect extérieur des
constructions existantes ; Isolation
thermique par l'intérieur entraînant la
suppression de surfaces de plancher
existantes.

*Modification portant sur l'ajout de
panneaux photovoltaïques en toiture des
bâtiments existants*

sur un terrain sis Rue Braille
62320 ROUVROY

cadastré AK 760 à AK 770

SURFACE DE PLANCHER

existante avant modification (non modifiée): 971,00 m²

créée avant modification (non modifiée): 0 m²

supprimée avant modification (non modifiée): 82,00 m²

Destination : Habitation

Le Maire,

Vu la demande de modification d'une autorisation délivrée en cours de validité ou de régularisation portant sur l'ajout de panneaux photovoltaïques en toiture des bâtiments existants;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2003, modifié le 11/10/2007, révisé le 29/02/2012, mise à jour par arrêté du 09/09/2020 et du 12/09/2022 et notamment le règlement de la zone UBb ;

Vu la décision de non opposition à la déclaration préalable initiale référencé DP n°062.724.24.00074 an date du 13/09/2024 ;

Vu la demande de pièces complémentaires et de notification de la modification du délai d'instruction porté à 2 mois en date du 04/03/2026;

Vu les pièces complémentaires en date du 18/05/2026 ;

Vu l'accord de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 28/06/2026, dont copie ci-annexée ;

Vu l'affichage de l'avis de dépôt en date du 10/02/2026;

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable modificative sous réserve du respect de la prescription énumérée à l'article 2.

Article 2: Les prescription émises par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France contenues dans la décision de non opposition à la déclaration préalable initiale délivrée en date du 13/09/2024 sont maintenues.

Article 3 : La présente décision ne modifie pas le délai de validité de la déclaration préalable initial.

Fait à ROUVROY
Le 20 JUILLET 2026

Date de notification :

Le Maire  Pour la Mairie et son Délégation
Le Directeur Général des Services

Date de publication :

Observations :

Le pétitionnaire est informé qu'à l'achèvement des travaux, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) devra être transmise en mairie.

La commune de ROUVROY est répertoriée au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) mis à jour en 2023 pour les risques suivants :

- inondations
- Risques de séisme (zone de sismicité 2 : risque faible). Toute construction sur le terrain concerné devra répondre aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » conformément à la législation en vigueur.
- Mouvement de terrain : présence de cavité souterraine ; présence de retrait-gonflement des sols argileux
- Présence d'aléa miniers
- Présence de radon modéré
- Transport de marchandises dangereuses

Il y aura donc lieu de s'entourer des précautions nécessaires.

Le territoire de la commune est situé en **Site Archéologique**. Il est susceptible de receler des vestiges encore inconnus.

Le pétitionnaire est informé que son terrain est situé dans le **périmètre de protection du Patrimoine Mondial de l'UNESCO**, de la zone « bien inscrit » qui fait l'objet d'une exigence particulière autour de la qualité paysagère.

Le pétitionnaire est informé que son terrain se situe à proximité d'un itinéraire de liaison entre les Espaces Naturels.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet concerne une coupe et abattage d'arbres, vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification (articles R.600-1 du Code de l'Urbanisme). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ATTENTION l'autorisation d'urbanisme n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers (article R.600-2 du Code de l'urbanisme). Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme au plus tard 15 jours après le dépôt du recours (article R.600-1 du Code de l'urbanisme).
- dans le délai de 3 mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation afin de lui permettre de répondre à ses observations (article L.424-5 du Code de l'Urbanisme).

DURÉE DE VALIDITÉ : Conformément aux articles R.424-17 et R.424-18 du Code de l'Urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable (article R.424-19 du Code de l'Urbanisme). L'autorisation peut être prorogée 2 fois, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué (articles R.424-21 et R.424-22 du Code de l'Urbanisme). Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être adressée à la mairie par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : conformément à l'article A.424-19 du Code de l'urbanisme le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme peut commencer les travaux après avoir :

- adressé en mairie, en 3 exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (CERFA 13407) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80cms, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-18 et R.424-15 du Code de l'Urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet [urbanisme du gouvernement](http://urbanisme.gouv.fr) ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Le panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée de l'affichage (selon les dispositions de l'article A.424-18 du Code de l'Urbanisme).

ACHEVEMENT ET CONFORMITE DES TRAVAUX : conformément à l'article L.462-1 du Code de l'urbanisme le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme doit, une fois les travaux achevés, adresser en mairie, en 3 exemplaires, une déclaration attestant de l'achèvement et la conformité des travaux accompagnée au besoin des attestations devant être légalement jointes (DAACT – CERFA 13408). A compter du dépôt ou de la réception de la DAACT, l'autorité compétente peut, dans un délai de 3 mois, ou 5 mois dans l'un des cas prévus à l'article R.462-7 du code de l'urbanisme, procéder à un récolement des travaux et lorsque ceux-ci ne sont pas conformes au permis délivré, mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (article L.462-2 du code de l'urbanisme).

DROITS DES TIERS : La présente décision a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
HAUTS-DE-FRANCE

Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
du Pas-de-Calais

Vu et approuvé pour être annexé
à l'arrêté municipal de ce jour

ROUVROY, le 28/7/2026

Dossier suivi par : TUDOR Andreea

Objet : Dossier papier AU - DECLARATION PREALABLE



Numéro : DP 062724 24 00074M01 U6202

Adresse du projet : Quartier Nouméa 62 ROUVROY

Déposé en mairie le : 10/02/2026

Reçu au service le : 17/02/2026

Nature des travaux: 08127 Installation et travaux divers, 16204
Réhabilitation

Demandeur :

SIA HABITAT représenté(e) par Monsieur
CASTELAIN Philippe

67 avenue des Potiers
59500 DOUAI

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord. Par ailleurs, ce projet appelle des recommandations ou des observations :

Ce projet est situé dans un environnement bâti urbain et paysager qui participe à la qualité des abords et à la présentation des monuments historiques cités en annexe. Le projet modificatif concerne l'intégration de panneaux photovoltaïques sur les toitures.

Considérant que ce projet porte sur la cité-jardin Résidence de la Motte (Nouméa) construite entre 1921 et 1927 - élément n°48F du Bien 'Bassin minier du Nord - Pas de Calais' inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, dont la valeur doit être préservée sous peine de porter atteinte à l'intérêt et la qualité des lieux, Conformément aux dispositions de l'article L612-1 du code du patrimoine,

Il est noté que les panneaux photovoltaïques seront installés sur les pans de toiture orientés sur jardin des bâtiments secondaires et des logements à rez-de-chaussée.

Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France le 11/09/2024 sur le projet initial sont maintenues.

Rappel : La porte d'entrée devra être d'une teinte colorée sombre, en excluant le noir et le gris anthracite. Par exemple RAL 3004, 3005, 5003, 5014, 6011, 6028, 7006, 8012.

Nota : Cet avis est émis dans le cadre de l'instruction conjointe de dossiers similaires portant sur la même cité minière.

Cet avis prend en compte les documents complémentaires reçus le 28 mai à l'UDAP.

Fait à Arras



Signé électroniquement par
Andreea TUDOR
Le 28/06/2026 à 21:04

**Architecte des Bâtiments de France
Madame Andreea TUDOR**

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction régionale des Affaires culturelles des Hauts-de-France - 1-3 rue du Lombard CS 80016 - 59041 Lille Cedex) par lettre recommandée avec accusé de réception.

ANNEXE :

Périmètre de 500 m de la Cité Nouméa : église Saint-Louis et presbytères situé à 62724|Rouvroy.